

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2016)

Heft: 2125

Artikel: Croissance molle et chômage en hausse : ce que pourrait changer une économie du bien-vivre non obnubilée par le produit intérieur brut

Autor: Delley, Jean-Daniel

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023425>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Croissance molle et chômage en hausse

Ce que pourrait changer une économie du bien-vivre non obnubilée par le produit intérieur brut

Jean-Daniel Delley - 10 juin 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29455>

Les prévisionnistes nous annoncent une croissance économique modeste pour 2016 et un taux de chômage en hausse. Mais ils se gardent bien d'aborder la seule question intéressante: quelle croissance pour quels objectifs?

Au maximum 1% pour [Lombard Odier](#), 1,1% pour le [Créa](#), 1,2% pour [l'OCDE](#), 1,3% pour [economiesuisse](#). Une croissance économique modeste qui, conjuguée à une productivité stagnante, devrait conduire à une hausse du chômage.

Le taux de croissance du PIB reste donc la référence absolue. Et pourtant ce chiffre magique ne progresse pas à une allure suffisante pour résoudre tous nos problèmes. Alors même que les moyens d'investir sont plus abondants que jamais et les conditions financières optimales: un deuxième pilier obèse qui accumule des surplus année après année, des taux d'intérêt au plus bas comme le prix du pétrole, sans parler de la banque centrale qui gonfle généreusement la masse monétaire.

Marian Stepczynski (*Tribune de Genève* du 7 juin dernier) parle de «*l'indéchiffrable rébus conjoncturel*». Aucune des explications proposées ne suffit à rendre compte de cette

stagnation durable.

Et si le modèle sous-jacent à notre conception de la vie économique était épuisé? Si la course à la productivité et l'appel à toujours plus de consommation nous conduisaient à un cul-de-sac? Le temps serait venu de considérer de manière critique cette boussole trompeuse qu'est le PIB ([DP 2113](#)), d'interroger le contenu de ce qui est censé faire notre richesse et de s'interroger sur les finalités souhaitables de l'activité économique.

En clair, la croissance ne peut être conçue sans référence à notre rapport à l'environnement naturel (qualité de l'air, de l'eau, des sols, usage ménager des ressources non renouvelables notamment). Elle ne prend sens que si elle offre des emplois en nombre suffisant. Et non pas en décidant le gel des embauches, voire la réduction des effectifs ou encore les délocalisations, comme l'ont pratiqué nombre d'entreprises. Enfin, la croissance doit contribuer au bien-vivre de tous, ce que ne reflète de loin pas les pourcents positifs affichés.

Appliquons ces critères à trois domaines d'une brûlante actualité.

Le tournant énergétique tout d'abord. Selon la [Fondation](#)

[suisse pour l'énergie](#), il permettrait de créer 85'000 emplois à l'horizon 2035. Plus largement, le secteur *cleantech* – les technologies qui contribuent à la protection ou à l'usage efficient des ressources – offre actuellement déjà 530'000 emplois, soit trois fois plus que l'industrie pharmaceutique, et connaît une forte progression. Avec à la clé les avantages financiers et environnementaux de se libérer des énergies fossiles. Ce qui n'empêche ni la droite parlementaire ni les organisations patronales de combattre avec vigueur la stratégie énergétique 2050 et toute tentative de promouvoir [une économie circulaire](#) au nom de la croissance et de la compétitivité des entreprises. Et d'autoriser la poursuite de l'exploitation de centrales nucléaires hors d'âge et qui produisent à perte.

La formation ensuite. Les autorités fédérales et cantonales ne pensent qu'en termes d'[économies budgétaires](#). Limitation du nombre de classes de maturité, vacances prolongées par exemple à Lucerne, alors qu'il faudrait au contraire investir dans la formation de base comme dans la formation continue pour préparer et mettre à jour les compétences nécessaires à la transition vers une économie durable, c'est-à-dire qui ne mette pas en péril

les bases mêmes de la création de richesse.

Troisième illustration: la mobilité. La Suisse persiste à investir des dizaines de milliards dans les infrastructures routières comme si, au cours des prochaines décennies, son volume allait continuer de croître de manière continue – comme si la nature de la mobilité n’allait pas changer de manière radicale. Or les études montrant que la mobilité douce crée beaucoup plus d’emplois que la construction d’axes routiers et le percement de tunnels ne manquent pas. Ainsi l’OCDE, une institution

intergouvernementale pas particulièrement verte, a publié en 2002 déjà une [étude](#) montrant les avantages d’une mobilité douce en termes de qualité de vie et de protection de l’environnement. Le scénario de la mobilité douce – respect des engagements européens de protection de l’environnement d’ici 2030 (lutte contre le bruit et la pollution de l’air, protection des sols et du climat) – ne conduirait pas à une diminution de l’emploi par rapport à un scénario de laisser-faire. De plus il réduirait de 80% les coûts externes du trafic motorisé (accidents, pollution,

bruit en particulier), coûts qui bien entendu viennent grossir le PIB! En outre, la mobilité douce contribue à la relocalisation de l’économie et atténue les disparités régionales. A garder en mémoire lorsque des grands travaux d’équipement routier nous sont vendus au prétexte de stimuler la croissance.

Ces trois exemples n’épuisent pas la transition vers une économie du bien-vivre ([DP 2113](#)). Mais ils pourraient constituer les premiers pas dans cette direction, sur des dossiers où la Suisse est en train d’enclencher la marche arrière.

Attention: imbroglis monétaires en Suisse

Jean-Christian Lambelet signe un livre très personnel sur «*La politique de la Banque nationale et sa fortune*»

Yvette Jaggi - 13 juin 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/29464>

«*Croyez-le ou non, mais tout dans [ce livre](#) a été fait en dix semaines.*» Belle performance d’auteur réalisée en tout juste le double de temps qu’il aura fallu à Jean-Christian Lambelet pour mener, il y a 20 ans, une campagne électorale «*aussi harassante qu’interminable*» dont il garde un souvenir amer.

Privé de Conseil d’Etat vaudois par un «[pasteur communiste](#)» dont il ne prononce pas le nom, le professeur Lambelet revient alors définitivement à son sujet de prédilection, l’économie monétaire, incarnée par l’institution qui le fascine, la

[Banque nationale suisse](#) (BNS). La matière du livre dépasse largement son titre, *Le franc fort*, qui accroche par son actualité.

En décembre 2015, il s’installe au clavier. Dès février dernier, il met en circulation restreinte un manuscrit original sur les rapports qu’entretient la Suisse, population et autorités réunies, avec sa monnaie, ses réserves d’or et de devises, sa propre souveraineté et, bien sûr, sa très honorée Banque nationale. L’institution contribue à l’image de la patrie du franc et fournit, sauf

exception, année après année d’appréciables bénéfices répartis entre la Confédération pour un tiers et les 26 cantons pour le reste.

Féru d’histoire, l’auteur fait de nombreux allers et retours entre le présent et le passé récent. D’où il résulte que les mêmes situations et «*péripéties conjoncturelles*» se répètent invariablement: seules varient la périodicité et l’ampleur des épisodes ainsi que la correction éventuellement apportée.

En 1978, la surévaluation du franc par rapport au dollar et